

L'ajournement

l'argent ne pourra jamais remplacer la santé. Cependant, en versant ainsi une indemnité, la société reconnaît que ces gens-là ont subi un préjudice et qu'elle doit les indemniser. Cependant, ils constatent que, de par leur revenu, ils se situent à peu près au niveau du seuil de la pauvreté, et quand ils remplissent un formulaire de demande de supplément de revenu garanti, ils sont tenus de déclarer ce revenu. C'est un non-sens.

J'ai remarqué que non seulement les bureaucrates des finances s'occupaient de la chose, mais—et c'est heureux—que ceux de la santé et du bien-être social s'en occupaient aussi. Je tiens donc à ce que mes observations à l'endroit des bureaucrates du ministère des Finances s'adressent également à ceux du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. S'ils étudient la chose, qu'ils le fassent avec sérieux et rapidité, et qu'ils nous retournent ce projet de loi sans trop tarder, car la prochaine fois que la Chambre l'étudiera, peut-être ne se trouvera-t-il plus un seul député pour accepter de nouveaux retards de la bureaucratie.

Si vous le permettez, monsieur le Président, j'aimerais signaler qu'il est 18 heures.

Le président suppléant (M. Paproski): Je le permets. Je regrette de ne pouvoir donner la parole au député de Cape Breton-Richmond-Est (M. Dingwall).

[Français]

L'heure réservée à l'étude des initiatives parlementaires est maintenant écoulée.

● (1800)

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 46 du Règlement.

LES AGRICULTEURS DU SUD DE LA SASKATCHEWAN—DEMANDE D'AIDE. B) DEMANDE D'AIDE POUR LES ÉLEVEURS DE BÉTAIL

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, j'ai posé hier à la Chambre la question d'une aide du gouvernement fédéral aux agriculteurs en difficulté de l'Ouest canadien. Les agriculteurs de la Saskatchewan n'ont réalisé jusqu'à cette semaine qu'environ 35 p. 100 de leur récolte. La plupart du temps, la récolte est pratiquement terminée à cette époque de l'année. Pour aggraver les choses, il a encore plu hier en Saskatchewan et il a même un peu neigé.

Le problème de la pluie et du retard de cette récolte n'est que le plus récent épisode des malheurs des agriculteurs des Prairies. La sécheresse a dévasté une grande partie des champs de céréales et des pâturages du sud de la Saskatchewan et des Prairies. Cette même zone a été dévastée par les sauterelles. Ces deux catastrophes ont complètement anéanti la récolte de milliers de familles. L'élevage a aussi souffert parce que sans pâturage ni fourrage, les bêtes crèvent de faim.

Nos agriculteurs sont robustes, ils encaissent bien, ils sont optimistes, mais pour beaucoup d'entre eux c'est la deuxième, la troisième année ou même la quatrième année de mauvaise

récolte et de catastrophes pour le bétail à cause de la sécheresse et des sauterelles. Ces agriculteurs font tout ce qu'ils peuvent pour se sortir de leur tragique situation économique. Leurs problèmes sont indépendants de leur propre volonté, et il est donc parfaitement normal qu'on les aide à les surmonter. Hier, j'ai demandé au ministre de l'Agriculture (M. Wise) de s'engager immédiatement à apporter aux agriculteurs des Prairies une aide satisfaisante et rapide. Je lui ai demandé cette assurance, monsieur le Président, parce que le député d'Assiniboia (M. Gustafson) avait refusé de prendre cet engagement auprès des agriculteurs cet été, et que le ministre s'était contenté d'y faire allusion en refusant d'aller plus loin. Je demande maintenant que cet engagement soit pris parce que les familles des agriculteurs ont besoin qu'on leur vienne en aide tout de suite.

Leur situation est désespérée. De nombreuses familles d'agriculteurs doivent s'en remettre à des dons pour réussir à joindre les deux bouts. Le comité d'action des agricultrices et le comité contre la sécheresse du sud-ouest recueillent et distribuent des dons sous forme d'aliments, de vêtements, de fourrage et autres à ceux qui en ont le plus besoin. J'ai appris que les maraîchers de la région de Regina faisaient des dons de produits maraîchers. Les gens envoient des vêtements même de Colombie-Britannique ou de l'Ontario. Cela doit bien montrer à quel point la situation est grave. Le gouvernement doit tout de même se rendre compte qu'il est urgent d'agir. Les cultivateurs, leurs familles et les organisations agricoles veulent savoir pourquoi le gouvernement hésite tellement à intervenir quand le besoin s'en fait sentir. Il s'est empressé d'engager un milliard pour renflouer les banques. Les dépositaires étrangers obtiennent un dédommagement du gouvernement fédéral, mais les céréaliculteurs de la Saskatchewan attendent toujours de savoir si leur gouvernement va les aider.

Contrairement aux inondations ou aux tremblements de terre, la sécheresse ne cause pas ses ravages du jour au lendemain. Nous savons que la région de l'Ouest est aux prises avec la sécheresse et les invasions de sauterelles depuis juin et juillet. Pourquoi tant tarder à prendre des engagements envers les céréaliculteurs? Hier, le ministre de l'Agriculture a dit qu'il avait besoin de temps pour organiser une concertation. La concertation du gouvernement est parfois dangereuse. Le ministre a consulté son homologue conservateur de la Saskatchewan au sujet de l'aide aux producteurs de bétail touchés par la sécheresse. Ce genre de consultation n'est qu'une perte de temps. En fin de compte, tout l'argent versé par le gouvernement fédéral est allé non pas dans la poche des agriculteurs, mais directement dans les coffres du gouvernement de la Saskatchewan. Ce dernier s'est attribué tout le mérite du programme, après quoi il a utilisé l'argent du fédéral à ses propres fins.

L'agriculture est une entreprise difficile, monsieur le Président. Entre autres problèmes, les cultivateurs sont constamment à la merci des conditions climatiques. Ils doivent trop souvent faire face à la sécheresse, aux inondations et aux invasions de sauterelles. Si nous avions en place un programme de secours bien réglé et bien structuré, les agriculteurs n'auraient pas à se demander s'ils vont obtenir ou non de l'aide en cas de désastre.